

Table ronde

« Perspectives et coopération interrégionale pour l'abolition de la peine de mort »

Lisbonne, Portugal, 20 mai 2024

OUVERTURE INSTITUTIONNELLE

Orateurs



S.E. Ambassadrice Francesca Camilleri Vettiger a été nommée Représentante permanente de Malte auprès du Conseil de l'Europe à compter du 19 juin 2023. À ce titre, elle est actuellement Présidente du Comité exécutif du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe. Elle était auparavant Représentante permanente adjointe et conseillère juridique à la Représentation permanente de Malte auprès du Conseil de l'Europe depuis avril 2019. Elle a travaillé comme coordinatrice sur les questions de droit international des droits humains au sein du ministère des Affaires étrangères et de la promotion du commerce à La Valette. En 2016, elle a été affectée à Genève en tant que chargée de mission principale à la représentation permanente de Malte auprès des Nations Unies et d'autres organisations internationales, où elle a représenté Malte auprès de l'Organisation mondiale du commerce en préparation et pendant la présidence maltaise du Conseil de l'Union européenne.



Mónica Dias est Directrice de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de l'*Universidade Católica Portuguesa* (UCP), où elle enseigne depuis 1992. À l'IEP, elle organise également chaque année le Sommet des démocraties, sous la forme d'une simulation de réunion d'états démocratiques pour les étudiants des universités et des écoles.

Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et relations internationales de l'IEP-UCP et travaille actuellement dans le domaine de la politique internationale, en se concentrant sur les études de la démocratie, de la paix et des conflits internationaux, en tant que professeure et chercheuse principale.

Elle est diplômée et titulaire d'une maîtrise en études culturelles et, outre son expérience universitaire, qui comprend l'enseignement à l'Université de Cologne, en Allemagne, et la participation à une université d'été aux États-Unis sur le fédéralisme (Fulbright), elle a traduit plusieurs livres et donné des conférences lors de séminaires internationaux pour la jeunesse sur l'éducation multiculturelle, le leadership et la gestion des conflits, organisés par la Commission Européenne. De 1996 à 2000, elle a travaillé au Parlement portugais en tant que consultante auprès de la Commission de l'éducation, de la science et de la culture.



Nuno Sampaio est le secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération de la République du Portugal. Il est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en sciences politiques et en relations internationales, ainsi que d'un diplôme de premier cycle en relations internationales. Il est également professeur d'université et chercheur. Auparavant, il a été conseiller de la *Civil Household* du président de la République Marcelo Rebelo de Sousa et conseiller pour les affaires politiques, et conseiller de la *Civil Household* du président de la République Aníbal Cavaco Silva pour les affaires parlementaires et l'administration locale.¹

¹ Texte paraphrasé et retravaillé à partir de l'information disponible sur «www.portugal.gov.pt/en/gc24/ministries/foreign-affairs/secretaries-of-state?i=foreignaffairsandcooperation», consulté le 16 mai 2024.

TABLE RONDE

Modérateur



S.E. Ambassadeur Gilberto Jerónimo a été nommé Représentant permanent du Portugal auprès du Conseil de l'Europe à compter de janvier 2021 et est, à ce titre, membre du Comité exécutif du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe. Il est diplômé en relations internationales de l'Université technique de Lisbonne en 1993 et a été admis au Ministère des Affaires Étrangères (MAE) portugais en 1996.

Au cours de sa carrière diplomatique, il a été Secrétaire général adjoint du MAE et, auparavant, directeur général de l'administration du MAE. De 2017 à 2018, il a occupé le poste de Représentant permanent auprès du Comité politique et de sécurité de l'UE. Il a également été nommé chef de cabinet du secrétaire d'État aux Affaires européennes, chef de cabinet du Premier ministre et ministre-conseiller. Auparavant, il a été nommé à la délégation portugaise auprès de l'OTAN, a servi de conseiller au Secrétaire d'État portugais à la Défense et à la Mer, et a été affecté au bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les élections en Côte d'Ivoire, à Abidjan, d'août à novembre 2005.

Orateurs



Amina Bouayach est la Présidente du Conseil national des droits de l'homme au Maroc depuis sa nomination par le roi Mohammed VI le 6 décembre 2018. Elle est la première femme à occuper ce rôle et était auparavant Ambassadrice du Maroc en Suède et en Lettonie. Au cours de sa carrière dans le domaine des droits humains, elle a notamment été Vice-Présidente et Secrétaire Générale de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et la première femme à la tête de l'Organisation marocaine des droits de l'homme. Diplômée en économie et parlant couramment cinq langues, Mme Bouayach a également participé à d'importantes réformes constitutionnelles et législatives au Maroc et à l'étranger. Elle a participé à divers comités nationaux et internationaux, plaidant contre la peine de mort et pour la prévention de la torture. Ses contributions ont été reconnues à l'échelle internationale, et a notamment reçu de hautes distinctions du Maroc et de la France, ainsi que le "Prix des femmes du futur 2024". Mme Bouayach est une figure centrale dans la promotion des droits humains et de l'égalité entre les genres dans le monde entier.



Ntandokayise Ndlovu est maître de conférences à la faculté de droit de l'université de Forthare, en Afrique du Sud. Il est actuellement membre expert de la Commission de l'Union africaine au sein du Groupe de travail sur la peine de mort, les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et les disparitions forcées en Afrique 2022-2024.

Dr. Ndlovu a précédemment travaillé comme chercheur juridique au sein de la section Politique, législation et gouvernance de ONU-Habitat, a été rédacteur externe pour la Revue de droit des étudiants de Pretoria et est actuellement rédacteur associé pour le journal sud-africain sur les droits de l'homme. Il a publié des articles et a participé à divers rapports et projets de recherche, tant au niveau national qu'international. Ntando est également un membre actif de la Law and Society Association (LSA-International Research Collaboration Africa), une collaboration internationale d'universitaires qui vise à identifier, explorer et cartographier le passé et l'avenir de la recherche sur le droit et la société en Afrique. Il est titulaire d'un doctorat en droit (LL. D) de l'Université de Forthare. Ses principaux domaines de recherche sont le droit international public, le droit international des droits humains, le droit et la société, les normes impératives, la torture et le droit à la vie, le droit constitutionnel et l'éducation, ainsi que la participation des enfants à l'élaboration des politiques et des lois.



Sebastien Potaufeu a rejoint le Conseil de l'Europe en septembre 2023 en tant que Conseiller principal pour les droits humains et Coordonnateur pour l'abolition de la peine de mort. Au-delà de la mise en œuvre de la déclaration du sommet de Reykjavik sur l'abolition de la peine de mort, il travaille également notamment avec les institutions nationales des droits de l'homme (INDH), ombudspersons et mécanismes nationaux de prévention, ainsi que la société civile. Il est diplomate de carrière, mis à disposition du Conseil de l'Europe, et a précédemment occupé le poste de Représentant permanent adjoint à la Représentation permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe, où il a notamment coordonné la Présidence française du Comité des ministres. Dans le service diplomatique français, il a acquis une expertise en matière de négociations multilatérales, de droits humains, de dossiers européens, de droit, de sécurité et de défense. Il est titulaire de diplômes en administration publique et en études audiovisuelles.



Verónica Gómez est une juriste argentine, spécialisée dans le droit international et le droit international des droits humains. Elle a été fonctionnaire à l'Organisation des États américains à Washington, D.C., et conseillère principale au ministère des Affaires étrangères de l'Argentine. Elle est actuellement juge à la Cour interaméricaine des droits humains (2022-2027).

En ce qui concerne le monde universitaire, elle est directrice de l'éducation du Centre international d'études politiques (CIEP) de l'Université nationale de San Martín (UNSAM), qui propose des programmes d'échange international de bonnes pratiques en matière de droits humains entre les États, ainsi que des programmes de formation internationale pour les fonctionnaires, les institutions nationales de défense des droits humains et le grand public. Au niveau postuniversitaire, elle est directrice du master en droits humains et politiques publiques et codirectrice du master en droits humains et démocratie pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ce dernier étant associé au Campus mondial des droits humains. Elle effectue actuellement son deuxième mandat (2024-2027) en tant que présidente du Global Campus of Human Rights, une association qui regroupe une centaine d'universités à travers le monde – avec des pôles régionaux en Europe, dans les Balkans, en Afrique, en Asie-Pacifique, dans le Caucase, en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans le monde arabe et en Asie centrale – considérée comme un fleuron de l'éducation aux droits humains.